

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VARAX

Petit Coudroy
89340 Champigny

Références : 250260
Code AIOT : 0005402573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement VARAX implanté Petit Coudroy 89340 Champigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre d'un signalement pour risque de pollution de l'activité de tri/transit/regroupement de déchets de la société VARAX sur la commune de Champigny sur Yonne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VARAX
- Petit Coudroy 89340 Champigny
- Code AIOT : 0005402573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une installation de tri/transit/regroupement de déchets non dangereux qui bénéficie d'un récépissé de déclaration au titre des rubriques 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) et 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site est en activité très ralentie : plus aucun apport de déchet n'est réalisé depuis février. Seuls des expéditions de déchets sont désormais effectuées.

Il n'y a plus d'activité permanente sur site. Les périodes d'activités se limitent aux expéditions de déchets et au tri des déchets déjà présents en vue de leur évacuation et du nettoyage du site.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Décret du 06/06/2018, article Annexe	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
6	Exploitation-entretien	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Risques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exploitation-entretien	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1	Sans objet
3	Exploitation-entretien	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2	Sans objet
4	Exploitation-entretien	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3	Sans objet
5	Exploitation-entretien	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4.a	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations relèvent du régime de l'enregistrement au vu des volumes de déchets présents qui dépassent les 1 000 m³.

L'exploitant doit régulariser la situation administrative de ses installations.

Par ailleurs, hormis les extincteurs, il n'existe aucun moyen de défense incendie sur site et aucune surveillance des rejets aqueux ni entretien des ouvrages de traitement de ceux-ci n'est effectué.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Décret du 06/06/2018, article Annexe	
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE	
Prescription contrôlée :	
Rubrique 2714	
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :	
1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Enregistrement
2. Supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1 000 m ³	Déclaration
Constats : L'exploitant dispose d'un récépissé de déclaration en date du 21 juin 2012 au titre des rubriques 2714-2 et 2718-2. Le volume de déchets susceptible d'être présent est donc limité à 1 000 m ³ . Le jour de l'inspection, il a été constaté que le volume de déchets présents sur site relatifs à la rubrique 2714-2 est supérieur à 1 000 m ³ . Il est estimé par l'exploitant à environ 2 000 m ³ . L'installation est donc soumise au régime de l'enregistrement. L'exploitant ne bénéficie pas d'arrêté préfectoral d'enregistrement. La situation administrative du site est non-conforme. Par ailleurs, il est à noter que l'exploitant n'a jamais mis en œuvre l'activité relative à la rubrique 2718-2 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux).	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier	
Proposition de délais : 3 mois	

N° 2 : Exploitation-entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle de l'accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations. Lorsque l'activité de tri, transit, regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique.

En cas de présence d'un magasin ou espace de présentation d'objets destinés au réemploi ou à la réutilisation, ouvert au public, une séparation physique (porte, barrière...) empêche l'accès aux zones de l'installation affectées à l'entreposage et au tri des produits et/ou déchets.
Constats : Les installations sont équipées d'un grillage sur son périmètre. L'accès au site s'effectue par un unique portail fermé par un cadenas en dehors des heures d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Exploitation-entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité des déchets
Prescription contrôlée : Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Les déchets admis sur site sont principalement des DIB issus de chantiers du bâtiment (démolition, rénovation). Le site ne reçoit pas de métaux ni de déchets dangereux et à ce titre ne dispose pas de système de détection de radioactivité. Les déchets sont principalement composés de bois, plastiques, plâtres, gravats en mélange.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exploitation-entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.
a) Informations à fournir : - source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;

<ul style="list-style-type: none"> - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.
<p>Constats : Par sondage, les informations préalables pour l'année 2025 de deux clients de la société VARAX ont été vérifiées : Sacamat et Rougeot. Les documents contiennent les informations réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation-entretien

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'admission</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. </p>
<p>Constats : Aucun client n'apporte directement ses déchets sur le site de la société VARAX. L'exploitant met à disposition ses bennes de tri directement sur les chantiers de rénovation ou déconstruction. L'exploitant dispose d'informations préalables pour chaque chantier sur lesquels il récupère les déchets. Les apports de déchets sont uniquement réalisés par les camions de la société. Les contrôles visuels des chargements sont effectués lors du départ du chantier et lors du vidage sur le site de VARAX. Le site n'accueillant pas de métaux mais uniquement des DIB, le contrôle de radioactivité n'est pas effectué.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des produits et déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
<p>Constats :</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri des déchets ne sont pas clairement repérées.</p> <p>Il n'y a pas de zone d'entreposage par type de déchets. L'exploitant a indiqué que les bennes qui arrivent sur site contiennent des déchets en mélange. Le tri est effectué principalement à la pelle mécanique et les déchets triés sont disposés dans les bennes spécifiques.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks. Il estime, au jour de l'inspection que le volume de déchets présents est de 2 000 m³.</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas six mètres. Il n'y a pas d'habitation à moins de 100 mètres des installations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place une organisation afin que les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets soient distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage doivent également être distinguées en fonction du type de déchet, et de l'opération réalisée.</p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations disposent d'extincteurs, disposés à l'intérieur du bâtiment. La dernière vérification annuelle de ces équipements a été réalisée en septembre 2024.</p> <p>La bouche incendie la plus proche du site est localisée à plus de 600 mètres de l'entrée.</p> <p>Les installations ne disposent d'aucune réserve d'eau sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer de moyens de défense incendie capables de délivrer un débit de 60 m³/h sur une durée de 2 heures.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejets aqueux
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les eaux pluviales des aires extérieures sont recueillies puis envoyées dans un séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel. Cet équipement ne fait l'objet d'aucun entretien depuis sa mise en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dispositif de traitement des effluents aqueux doit être entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Le suivi de cet équipement doit être assuré et l'exploitant doit être capable de justifier de la traçabilité des opérations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.
Constats : L'exploitant ne réalise aucune surveillance des rejets aqueux en sortie du séparateur d'hydrocarbures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit effectuer une mesure des concentrations des différents polluants au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois